



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 446

### Texte de la question

#### POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à Mme Pascale Got, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Mme Pascale Got. Arcelor-Mittal, Kodak, Miko, Kléber, Arc international, Flextronics, sans oublier Ford et ses 1 800 salariés menacés de licenciements dans quelques mois... Monsieur le Premier ministre, la liste est longue, trop longue, des sites condamnés par des stratégies financières déconnectées de toute logique industrielle. En deux ans, 110 000 emplois industriels ont été supprimés. Autant de familles meurtries qui perdent leur repère, leur dignité, leur pouvoir d'achat... Des pans entiers de notre industrie s'écroulent et l'on regarde, incrédule, un Président de la République, aller d'usine en usine annoncer que l'État interviendra, avant d'être contredit par sa ministre de l'économie. En 2007, il promettait de " mettre le paquet sur une vraie politique industrielle ". Politique que l'on retrouve dans tous les propos qu'il tient, du Salon du Bourget à Gandrange, mais nulle part dans les faits !

Il va falloir une bonne paire de chaussures au chef de l'État, car les visites d'usines risquent d'être très nombreuses... Mais les salariés comme ceux de Ford attendent autre chose que des promesses non tenues. Il faut agir : il est urgent, monsieur le Premier ministre, que votre gouvernement mette en place une véritable politique industrielle.

C'est dans l'innovation et la recherche que les 15 milliards du paquet fiscal auraient pu valablement s'employer *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et sur quelques bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine)* et c'est sur ce terrain que le Président de la République devrait s'agiter !

Monsieur le Premier ministre, allez-vous attendre que tout explose pour mettre en place une véritable politique industrielle, qui anticipe les mutations sans exclure la production industrielle, mais surtout sans considérer les salariés comme une simple variable d'ajustement ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation*. Madame la députée, le Président de la République l'a rappelé dès le mois de juin dernier au Salon du Bourget : notre pays est un grand pays industriel, où l'économie comme l'emploi sont tirés par l'industrie.

J'ai indiqué tout à l'heure que nos priorités vont d'abord à l'anticipation et à l'accompagnement des mutations économiques et industrielles que l'on observe partout dans le monde.

Je rappelle que, depuis 2002, le dispositif, imposé par la loi, de revitalisation des bassins d'emploi touchés par des restructurations a rendu possible la signature de 350 conventions qui ont permis d'investir 240 millions d'euros et de recréer au total 50 000 emplois dans ces bassins en difficulté.

Et nous irons plus loin, madame la députée, puisque le Président de la République a annoncé la création, en liaison avec M. Hubert Falco, secrétaire d'État chargé de l'aménagement du territoire, d'un mécanisme de revitalisation spécifique pour aider les territoires fragilisés.

M. Frédéric Cuvillier. On est sauvés !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Nous avons également pour objectif de faire en sorte que les industriels et les entreprises internationales aient envie d'investir dans notre pays que nous

voulons rendre attractif, notamment en termes d'innovation. Cette majorité a adopté en matière de crédit impôt-recherche le dispositif le plus efficace de tous les pays de l'OCDE. Nous avons mis en place les pôles de compétitivité qui seront renforcés, analysés et revus pour être toujours plus actifs et plus efficaces, et nous avons regroupé les dispositifs d'innovation, notamment en fusionnant OSEO et l'agence de l'innovation industrielle.

Ainsi, le Gouvernement accompagne et anticipe les mutations économiques. Dans le même temps, il souhaite que les investisseurs trouvent en France ce qu'ils ne trouvent pas ailleurs : un territoire où l'on puisse investir et innover, beaucoup plus qu'à l'étranger. Telles sont les ambitions industrielles de notre pays ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Pascale Got](#)

**Circonscription :** Gironde (5<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 446

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Industrie et consommation

**Ministère attributaire :** Industrie et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 16 avril 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 avril 2008